

Journal de 23 heures [2/2]
Renaud Girard : « Des généraux français
m'ont raconté que des bataillons entiers
d'Ougandais traversaient la frontière et se
battaient aux côtés du FPR. Or sur le terrain,
je n'ai rien vu de tout cela »

Christine Ockrent

France 3, 18 mai 1994

Jean-Pierre Chrétien : "Il faut dire clairement que le Front patriotique rwandais et l'opposition intérieure représentent l'axe de la reconstruction du Rwanda".

[Christine Ockrent interviewe en duplex Renaud Girard et Jean-Pierre Chrétien.]

Christine Ockrent : Renaud Girard, bonsoir. Vous êtes grand reporter au *Figaro*. Vous êtes rentrés ce matin du Rwanda [un bandeau blanc "Rwanda, génocide" s'affiche en haut de l'écran]. C'était votre deuxième séjour en un mois. Grâce à vous et à quelques confrères on commence à..., à mesurer l'horreur. Qu'est-ce que vous avez vécu de pire ?

Renaud Girard : Eh, y'a toujours évidemment l'odeur de charogne dans les villages, les corps qu'on ramasse [une incrustation "Renaud Girard, journaliste au Figaro" s'affiche en bas de l'écran]. J'ai vu des..., des..., des bennes entières des camions de ramassage des ordures enti..., pl..., entiers de cadavres. Les jambes dépassaient par-dessus les bennes. Mais le plus terrible peut-être, c'est la peur. C'est quand vous ressen..., ressentez la peur des gens. Et par exemple lors de ce deuxième séjour, j'ai pu voir les quelques centaines de Tutsi qui se cachaient dans les doubles, euh..., les doubles plafonds, euh,

qui se cachait, qui avaient à peu près 20 centimètres pour, euh, euh..., entre les d..., les..., les..., les deux plafonds pour, euh...

Christine Ockrent : Et qui y sont toujours, donc ? Ce sont des gens qui continuent de se cacher et qui risquent d'être massacrés à tout instant.

Renaud Girard : Et qui sont toujours..., voilà. Et des gens qui ont vécu dans ces conditions pendant six semaines – vous imaginez – et qui ont tellement peur qu'ils ne veulent pas sortir. Ou... je me souviens aussi de la peur, euh, d'un ami rwandais que je promenais dans ma jeep et nous sommes arrêtés à un barrage. Kigali est hérissé de barrages avec des miliciens avinés et surexcités. Euh..., et ils s'en prennent à mon ami qui est pourtant hutu. Euh, ils, euh, je m'interpose. Je dis : "Il est sous ma protection". Il me dit : "Et alors ?". Il me pousse. Et, heureusement, un type à machette a reconnu mon ami, il dit : "Non, non, il est Hutu, laisse-le". Euh, je..., je l'ai ramené chez lui. Je lui dis : "Maintenant tu ne bouges pas d'ici". Je repasse le même barrage. Les soldats m'ouvrent le barrage, très poliment d'ailleurs. Et je vois qu'entre temps y'avait trois cadavres qui gisaient sur, euh..., dans le caniveau. Si bien..., en une demi-heure ils avaient tué trois Tutsi. Et la population prenait ça avec une parfaite indifférence.

Christine Ockrent : Jean-Pierre Chrétien vous êtes, vous, historien, chercheur au CNRS, spécialiste de cette partie d'Afrique. On dit volontiers, pour simplifier, qu'il s'agit d'une guerre ethnique. Mais en fait c'est pire, c'est plus complexe : c'est de la purification ethnique – comme Jean-François Gringoire l'expliquait – sur fond de..., de lutte pour le pouvoir aussi ?

Jean-Pierre Chrétien : Bah, c'est d'autant plus tragique qu'au fond les Rwandais sont une vieille nation, un vieux royaume qui remonte au XVII^{ème} siècle. Alors il y avait dans cette société des catégories sociales ou claniques héréditaires, tutsi et hutu [une incrustation "Jean-Pierre Chrétien, historien au CNRS" s'affiche en bas de l'écran]. Tous parlent la même langue, ont la même tra..., les mêmes traditions, la même culture. Mais dans l'ancienne royauté les Tutsi étaient plutôt privilégiés. À l'époque coloniale, les Tutsi ont été considérés comme une race supérieure car cette aristocratie était considérée comme différente des..., "des autres nègres" comme on disait à l'époque.

Christine Ockrent : Et donc favorisés à l'époque par les Belges.

Jean-Pierre Chrétien : C'est cela. Au niveau scolaire, au niveau du pouvoir, etc. Donc à l'indépendance, l'atmosphère était empoisonnée. Et, ce qui s'est passé avant même d'ailleurs l'indépendance, sous les Belges, c'est une révolution hutu qui a chassé la monarchie tutsi, qui a mis en place une

République hutu. Mais qui au lieu, au fond, d'abolir ces vieux clivages qui pouvaient être abolis facilement... Beaucoup d'amis rwandais m'ont dit : "Si on avait aboli ces clivages, nos enfants aujourd'hui ne sauraient plus qui est hutu, qui est tutsi". On les a maintenus dans les papiers d'identité. On les a maintenus dans des quotas, dans les recrutements aux..., à..., aux fonctions publiques ou dans les écoles. Si bien que le..., la référence hutu est devenue comme la carte d'identité d'accès, cette fois-ci, euh..., aux privilèges de la République hutu. Et cela a été entretenu pendant 30 ans.

Christine Ockrent : Et donc tout cela, tout ce système donc, a..., a explosé après, euh..., l'accident d'avion, enfin l'attentat contre l'avion des deux Présidents rwandais et le Président du..., du Burundi [le bandeau blanc "Rwanda, génocide" s'affiche de nouveau en haut de l'écran]. C'était prévisible !

Jean-Pierre Chrétien : Écoutez, avant cet accident, y'a plusieurs années où d'une part l'espoir monte avec le développement d'une opposition où on trouve ensemble des Hutu et des Tutsi [l'incrustation "Jean-Pierre Chrétien, historien au CNRS" s'affiche de nouveau en bas de l'écran]. Avec, d'autre part c'est vrai, la revendication de retour dans leur pays des... descendants des fils de la deuxième génération des réfugiés tutsi en exil, c'est le Front patriotique rwandais. Et, au fond, c'est cette, euh..., ouverture démocratique, c'est ce changement, c'est ce rapprochement entre Hutu et Tutsi, euh, qui était considéré comme particulièrement dangereux pour la faction présidentielle proche de l'ancien Président Habyarimana, euh, qui jouait de cette solidarité ethnique. Et qui en a joué de plus en plus depuis trois ans. Au point qu'on peut parler... Ce ne sont pas des ethnies, ces gens parlent la même langue, etc. C'est plutôt un thème racial qui est mis en avant.

Christine Ockrent : Précisément Renaud Girard, sur le terrain, comment est-ce qu'on apprécie les responsabilités de la France qui, euh, on le sait est liée au Rwanda par des accords de défense, entre autres, et qui soutient – qui soutient encore ! – ce qui reste gou..., du gouvernement, euh, extrémiste hutu si j'ai bien compris ?

Renaud Girard : La..., la France, oui, a eu 600 coopérants militaires entre 89 et 93. Elle les a réduit à 40 à la faveur des accords de réconciliation nationale, euh, du 4 août dernier [l'incrustation "Renaud Girard, journaliste au Figaro" s'affiche de nouveau en bas de l'écran]. Mais la France était derrière le gouvernement et la France, d'ailleurs, grâce à ses experts militaires et le..., ses fournitures de munitions, a empêché le Front patriotique rwandais de s'emparer de Kigali en novembre 90. Paul Kagame, le chef du FP...,

FPR – que j’ai rencontré dans la brousse – m’a même affirmé que des soldats français avaient participé à des opérations de nettoyage, de discrimination ethnique aux côtés des Forces armées rwandaises. En tout cas...

Christine Ockrent : Y’a des preuves de ça ? Non.

Renaud Girard : Non. Il ne m’en a pas..., il ne m’a pas donné des..., il ne m’a pas donné de preuves. En revanche, le discours français, quel est-il ? Il est de dire que, y’a une sorte de syndrome Fachoda si vous voulez de..., de la présence militaire française au Rwanda [on voit Jean-Pierre Chrétien acquiescer à son propos]. Et c’est de dire : ”Nous avons défendu, euh, ce gouvernement – ce gouvernement qui vient de ce..., qui vient d’être responsable de tout ce..., de ce..., de ce génocide –, nous l’avons défendu car il était... attaqué de l’extérieur de l’Ouganda. En fait le régime...

Christine Ockrent : De l’Ouganda anglophone, euh, et donc échappant à la zone d’influence française.

Renaud Girard : Voilà exactement. Et les chefs de la plupart des officiers du FPR parlent effectivement anglais et pas français parce que c’est une armée du retour [l’incrustation ”Renaud Girard, journaliste au Figaro” s’affiche de nouveau en bas de l’écran]. Et ce sont des gens qui ont été chassés, dans les années 60, dans ce pays ougandais anglophone. Alors, euh, les..., les Français se sont dits : ”Voilà, euh..., le FPR est le pion des Anglo-Saxons en Afrique et nous devons les considérer donc comme, euh, des ennemis”. Et ça leur a fait faire des erreurs. Ils ont soutenu, euh, mordicus le régime corrompu, euh..., et ethnique du Président défunt. Et..., et d’autre part, ils ont été jusqu’à essayer d’intoxiquer les journalistes. Y’a des..., des..., des généraux, je pense que..., j’espère qu’ils ne le faisaient pas consciemment, mais qui m’ont raconté – avant que je parte, euh..., deuxième voyage – que, euh, des bataillons entiers d’Ougandais traversaient la frontière et se battaient aux côtés du FPR. Or j’ai parcouru toute cette frontière librement en Ouganda et j’ai pas vu un seul camion, un seul..., une seule section, une seule compagnie de..., de..., d’Ougandais. Et, euh, sur le terrain, je n’ai pas vu non plus de matériel lourd ougandais dont m’avaient parlé les officiers français.

Christine Ockrent : Alors maintenant que la situation est..., est atroce. Il y a eu ces images à longueur de semaines et l’indignation, euh, internationale a été bien lente à..., à motiver les politiques à agir. Est-ce que vous pensez l’un et l’autre – et ce sera notre conclusion pour ce soir – que, avec ce nouveau mandat, les Casques bleus de l’ONU, s’ils arrivent, euh, un jour peuvent empêcher à partir de ce moment-là les massacres ?

Renaud Girard : Ben, vous savez que Bernard Kouchner et le géné-

ral Dallaire, qui est un général qui..., qui dirige les Casques bleus là-bas, avaient envisagé de..., d'ouvrir un corridor humanitaire. Tout était prêt, le gouvernement du Rwanda avait donné son accord pour ce corridor qui devait commencer par évacuer des orphelins [l'incrustation "Renaud Girard, journaliste au Figaro" s'affiche de nouveau en bas de l'écran]. Et à la dernière minute, les chefs de milices, euh, excités, ont..., se..., s'y sont opposés. Si le général Dallaire avait eu 5 000 hommes et une brigade mécanisée sous ses ordres, il nous a dit qu'il aurait forcé les barrages. Et il aurait pas eu besoin du chapitre VII de la Charte des Nations unies. Il..., il..., simplement il aurait forcé les barrages car il y avait assistance à personnes en danger et légitime défense.

Christine Ockrent : Jean-Pierre Chrétien vous pensez, vous, qu'il peut encore y avoir, on à peine à employer ces mots devant ces..., ces horreurs, mais..., une solution politique ?

Jean-Pierre Chrétien : Oui, justement, je crois qu'il y a nécessité de clarté dans le langage politique. Dans le triangle Front patriotique rwandais, opposition intérieure où on trouvait des Hutu et des Tutsi – on trouve aussi des Hutu au front patriotique rwandais d'ailleurs [l'incrustation "Jean-Pierre Chrétien, historien au CNRS" s'affiche de nouveau en bas de l'écran] – et faction présidentielle, le problème est de dire clairement que les accords d'Aru-sha, euh, qui ouvraient la perspective de réconciliation et de démocratisation impliquant le Front patriotique rwandais et cette opposition, même si cette opposition a été décapitée en partie par les massacres, c'est..., elle représente l'axe de la reconstruction du Rwanda et non pas le pseudo gouvernement actuel.

Christine Ockrent : et donc c'est là-dessus qu'il faudra essayer de reconstruire sur ces tonnes de cadavres. Euh..., je vous remercie. Renaud Girard on vous lira avec intérêt demain, euh, dans *Le Figaro*. Jean-Pierre Chrétien, je rappelle que vous êtes l'auteur de *Burundi. L'histoire retrouvée* aux éditions Karthala.